

# L'île d'El Hierro, nouvelle étape des migrants

En octobre, 13 000 Subsahariens ont accosté aux Canaries, dont 7 300 sur le plus petit îlot de l'archipel espagnol

EL HIERRO (CANARIES) -  
envoyée spéciale

**C**oque contre coque, douze pirogues sénégalaises aux couleurs vives et autant de barques mauritaniennes sont amarrées sur la jetée du tout petit port de pêche traditionnelle de La Restinga, aux Canaries. Sur le quai, deux ouvriers, débordés, s'affairent pour les détruire et faire de la place.

Longtemps, lorsque des migrants accostaient sur l'île d'El Hierro, la plus petite et la plus occidentale de l'archipel espagnol, ce n'était que par « accident », parce qu'ils s'étaient perdus dans l'immensité de l'océan Atlantique baignant les côtes rocheuses, noires et escarpées, de cet ancien volcan situé au large du sud du Maroc. A présent, non seulement ils s'y rendent volontairement mais, depuis cet été, El Hierro, qui ne compte que trois communes et moins de 10 000 habitants sur un territoire de 268 kilomètres carrés, est devenue la principale porte d'entrée en Espagne par la mer.

« Le Maroc a renforcé la surveillance de ses côtes, et même si des canots pneumatiques et des bargues continuent d'en partir, on observe une certaine reconfiguration des routes migratoires », explique Sofia Hernandez, responsable du centre de coordination de la société publique de sauvetage en mer Salvamento marítimo, à Las Palmas de Gran Canaria. En s'éloignant de la littoral, pour ne pas être interceptées par les garde-côtes, avant de mettre le cap au nord, les pirogues qui partent du Sénégal se dirigent droit sur El Hierro... » Si tout va bien, après six à huit jours en mer et près de 1 500 kilomètres parcourus, les passagers, essentiellement sénégalais, mais aussi gambiens et guinéens, arrivent dans cette réserve de la biosphère.

Durant le seul mois d'octobre, près de 7 300 migrants y ont ainsi accosté - du jamais-vu en un si court laps de temps. « Même la « crise des pirogues » de 2006 n'est pas comparable à ce qui se passe ici », explique Javier Armas, sénateur et conseiller municipal du village El Pinar, en référence aux 31 000 migrants qui, cette année-là, avaient débarqué aux Canaries. Un nombre sur le point d'être dépassé : près de 30 000 migrants sont déjà arrivés sur l'archipel entre le 1<sup>er</sup> janvier et 31 octobre. Au moins 778 sont morts ou ont disparu durant le premier semestre lors



Des mineurs migrants dans le stade de Villa de Valverde, sur l'île d'El Hierro, aux Canaries, en octobre. B. KURZEN/NOOR POUR LE MONDE

de la traversée périlleuse, selon le collectif d'aide aux migrants Caminando Fronteras.

Bacari Djass y a échappé de peu. Parti en avril 2021 de Nouakchott, en Mauritanie, à bord d'un bateau de pêche où 65 migrants comme lui avaient pris place, le périple de ce jeune Sénégalais, alors âgé de 16 ans, devait durer quatre ou cinq jours. « Au sixième jour, on n'avait plus rien à boire ni à manger. Un premier passager est mort après avoir bu de l'eau de mer. Les jours suivants, il a fallu jeter à l'eau 17 corps... », explique le jeune homme, originaire de Kolda, en Casamance.

## « Le port est encombré »

Au douzième jour, un chalutier les a finalement repérés au large d'El Hierro. « Quand les secours nous ont amenés au port, personne ne pouvait marcher, sauf le capitaine et ses deux amis, qui avaient gardé de l'eau », se souvient Bacari Djass, assis sur un muret qui domine la mer à Valverde, la capitale de l'île. Après deux ans dans un centre d'accueil pour mineurs isolés, il y vit

## Tout est fait pour éviter un « effet Lampedusa », du nom de l'île italienne débordée par les arrivées

désormais avec sa petite amie espagnole et leur bébé de 2 mois. Volontaire à la protection civile, il aide les secouristes et fait partie du club de lutte canarienne, revitalisé grâce à la venue des jeunes migrants.

Comme lui, Siny Diop, Sénégalais de 22 ans, fait partie des « anciens » arrivés avant la vague de cet été qui se sont intégrés. Embauché dans une exploitation de bananiers avec trois autres compatriotes, il gagne près de 1 100 euros par mois, paie 250 euros de loyer et envoie 150 euros à sa famille. Il économise le reste, avec l'espoir un jour de retourner monter un négoce au Sénégal. En attendant, il joue

dans la petite équipe de football Atletico El Pinar.

Sur l'île, longtemps très pauvre, les arrivées de migrants ont d'abord suscité une vague de solidarité. « Nous avons tous des grands-parents ou des arrière-grands-parents qui ont émigré à Cuba ou au Vénézuéla pour fuir les pénuries et nous savons ce que signifie chercher ailleurs un avenir meilleur », rappelle Francis Mendoza, chef des volontaires des services de protection civile qui n'a pas hésité à écarter ses vacances pour revenir prêter main-forte à ses collègues cet été.

Javier Armas souligne toutefois qu'il « faut prendre garde à ce que les services publics suivent et que les habitants ne se sentent pas délaissés. Les pêcheurs, les centres de plongée et les hôteliers sont gênés. Le port est encombré, la rade polluée, et le personnel de la Croix-Rouge, les volontaires et les capitaines de bateaux de sauvetage sont épuisés ».

Prise de court cet été, la population a vu le médecin et l'infirmière de garde de l'unique centre médical de Valverde mobilisés pour soigner les migrants, qui

souffrent souvent de brûlures et des symptômes de déshydratation. Depuis, une équipe a été envoyée en renfort, mais le petit hôpital de 20 lits reste sous tension et les hôteliers du port de La Restinga craignent que les touristes fuient l'île. Le président du parti d'extrême droite Vox, Santiago Abascal, a d'ores et déjà tenté de récupérer politiquement ces tensions lors d'une visite à La Restinga, le 19 octobre, pour dénoncer « l'invasion migratoire ».

Malgré les défis posés par les arrivées de migrants, tout est fait pour éviter sur l'île d'El Hierro un « effet Lampedusa », du nom de l'île italienne débordée par les arrivées. Une fois identifiés par la police dans le centre d'accueil précaire aménagé sous une vaste tente, dans l'ancien pavillon des sports de San Andres, les adultes sont transférés en moins de soixante-douze heures sur l'île de Tenerife, plus grande et mieux préparée, avec un ordre d'expulsion en poche - peu effectif étant donné les difficultés posées par les pays d'origine pour accepter les rapatriements. Lorsque les capacités d'accueil des Canaries

sont atteintes (6 300 places), ils sont envoyés sur la péninsule, où des ONG leur procurent un hébergement durant un mois. Le gouvernement espagnol prévoit d'ouvrir un total de 1 000 places supplémentaires.

Devant le centre de migrants de Las Canteras, installé dans une ancienne caserne militaire à 15 kilomètres au nord de Santa Cruz de Tenerife, les Sénégalais Ouséno Boulich, pêcheur, et Moussa N'Diaye, soudeur, tous deux âgés de 20 ans, et Daouda Gningue, conducteur d'engin agricole, arrivés il y a moins d'une semaine après avoir payé entre 400 000 et 450 000 francs CFA (environ 680 euros), attendent avec impatience de gagner le continent et de poursuivre leur route. Ils partagent le même souhait de trouver « du travail » et « une bonne vie » à Madrid, Paris, Londres ou Berlin. Plus que la crise politique qui secoue le Sénégal, ils disent fuir « la misère » et « le manque d'espoir ».

## « Habitants très empathiques »

Sur l'île d'El Hierro, seuls restent les mineurs isolés, placés sous la tutelle des régions. Ils sont ainsi près de 260, actuellement, répartis entre une résidence étudiante, une ancienne garderie et d'autres sites provisoires. « Les habitants sont très empathiques mais nous n'avons pas les moyens matériels d'accueillir, de scolariser et d'intégrer socialement autant d'enfants. Si nous voulons le faire bien, nos capacités ne nous permettent pas de prendre en charge plus d'une cinquantaine d'entre eux », estime le président socialiste du cabildo, le gouvernement insulaire, Alpidio Armas.

Le ministre de l'intérieur espagnol, Fernando Grande-Marlaska, qui met la recrudescence des arrivées sur le compte de l'« instabilité dans le Sahel », s'est rendu le 30 octobre à Dakar afin de renforcer les mécanismes de lutte contre les réseaux de trafic de migrants et tenter de réactiver les vols de rapatriement, très impopulaires pour les gouvernements africains. Au contingent de 33 gardes civils et de 5 policiers espagnols - dotés de quatre embarcations, d'un hélicoptère et de 13 véhicules tout-terrain - qui collaborent avec les autorités sénégalaises, s'est ajouté, le 17 octobre, un avion de la garde civile pour surveiller les côtes sénégalaises et mauritaniennes. Sur l'île d'El Hierro, ces derniers jours, seul le mauvais temps en mer a été capable de ralentir le rythme des arrivées. ■

SANDRINE MOREL

# Berlin et Washington relancent les plans d'évacuation d'Afghans

Les Etats-Unis estiment à plus de 500 000 le nombre de personnes qui pourraient bénéficier de l'accord trouvé cet été avec les talibans

**M**ême les pires ennemis se parlent. Alors qu'une grande part de la communauté internationale voue aux géomètres un régime taliban de retour à Kaboul depuis le 15 août 2021, et que les islamistes afghans ferment leur pays à double tour, les deux camps continuent de s'entendre. Le pouvoir taliban a accepté, en toute discrétion, au cours de l'été, d'ouvrir de nouveaux les vannes des évacuations d'Afghans, notamment vers l'Allemagne et les Etats-Unis. Un appel d'air qui pourrait profiter à des centaines de milliers de personnes. Les vols, qui ont repris depuis le 1<sup>er</sup> septembre, transigent essentiellement par le Qatar.

Selon nos informations, Berlin veut accueillir mille personnes par mois pendant vingt mois, auxquelles il faut ajouter le conjoint et

les enfants. Washington a déjà lancé, pour sa part, l'examen d'environ 175 000 dossiers de demandeurs d'asile et réfugiés. Les calculs du département d'Etat, qui intègrent aussi la prise en charge de « quatre membres de la famille [un conjoint et trois enfants] », estiment à plus de 500 000 le nombre d'Afghans qui pourraient ainsi bénéficier de l'accord trouvé avec les talibans, sachant que toutes les demandes ne sont pas nécessairement satisfaites.

Du printemps jusqu'au milieu de l'été, les départs vers l'Occident s'étaient largement taris. Les départs d'Afghanistan pour les pays voisins, surtout le Pakistan et l'Iran, ne se faisaient qu'au cas par cas. Les talibans avaient interrompu les contacts au motif que les dossiers soumis étaient truffés d'irrégularités et souvent montés,

disaient-ils, grâce à la corruption. Parfois même, des officiers ou soldats talibans comptaient parmi les bénéficiaires des pots-de-vin.

Tout s'est débloqué lors de la rencontre, les 30 et 31 juillet, à Doha, au Qatar, entre une délégation de diplomates américains et des responsables talibans. Les Etats-Unis réactivaient alors un canal rompu après la décision des islamistes, le 21 décembre 2022, d'interdire l'accès aux universités aux étudiants afghans.

## Traitement confié au privé

A l'issue de la réunion, le département d'Etat avait assuré qu'il s'agissait seulement de dénoncer « la répression des droits des femmes en Afghanistan ». En réalité, sécurité régionale et évacuations d'Afghans étaient aussi au menu. Les talibans souhaitaient que cela

reste confidentiel, car publiquement ils vantaient reconstruction et réconciliation.

Les Etats-Unis entendent donner un coup d'accélérateur à leur programme d'évacuations d'Afghans ayant œuvré directement pour leurs intérêts ou pour des organismes financés par des fonds américains. S'ils ont évacué 124 000 personnes jusqu'à leur départ définitif, fin août 2022, ils ont, depuis l'automne 2021, accueilli 24 000 arrivants, selon les chiffres de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), chargé par le Congrès américain de veiller sur l'emploi des fonds américains dans ce pays.

Selon les calculs du Sigar, à la fin du mois de septembre 2022, les Etats-Unis n'avaient délivré des visas qu'à 20 % environ des demandeurs d'asile. Au printemps

2023, le département d'Etat estimait qu'à ce rythme « il faudrait trente et un ans pour les réloger et les réinstaller tous ». De quoi convaincre les autorités américaines de passer à la vitesse supérieure et d'être fidèles aux promesses faites à ceux qui les avaient aidés pendant vingt ans en Afghanistan.

Le gouvernement allemand espère, lui aussi, tenir une promesse électorale faite, en octobre 2022, par les Verts, membres de la coalition au pouvoir. Le parti écologiste s'était engagé à faire sortir du pays, d'ici à 2025, quelque 40 000 personnes, dont 28 000 Afghans ayant travaillé avec l'armée ou des organisations allemandes en Afghanistan, ainsi que les membres de leur famille. Jusque-là, aucun ressortissant afghan n'a pu en bénéficier, la délivrance de visas et les vols étant suspendus.

Berlin entend intégrer dans le programme les personnes menacées par les talibans, notamment des femmes et des hommes militant pour les droits humains. De la fin 2021 à janvier 2023, près de 24 000 Afghans sont déjà arrivés en Allemagne dans le cadre d'un précédent programme d'évacuation. L'Allemagne comme les Etats-Unis savent que la partie ne sera pas aisée. Ne disposant d'aucune représentation officielle en Afghanistan, les deux pays ont confié le traitement des dossiers sur place et la gestion des départs à des sociétés privées, qui opèrent souvent dans de grands hôtels vidés de leurs clients faute d'activité. C'est à elles que revient la tâche de dialoguer, au quotidien, avec des autorités talibanes souvent susceptibles. ■

JACQUES FOLLOROU

Selon nos informations, Berlin veut accueillir mille personnes par mois pendant vingt mois, auxquelles il faut ajouter le conjoint et

cas. Les talibans avaient interrompu les contacts au motif que les dossiers soumis étaient truffés d'irrégularités et souvent montés,

*mes en Afghanistan*». En réalité, sécurité régionale et évacuations d'Afghans étaient aussi au menu. Les talibans souhaitaient que cela

du mois de septembre 2022, les Etats-Unis n'avaient délivré des visas qu'à 20 % environ des demandeurs d'asile. Au printemps

bres de leur famille. Jusque-là, aucun ressortissant afghan n'a pu en bénéficier, la délivrance de visas et les vols étant suspendus.

che de dialoguer, au quotidien, avec des autorités talibanes souvent susceptibles. ■  
**JACQUES FOLLOROU**